

« Sommet de la crise » en juin, à l'initiative de l'ARE

Par Amandine Gatelier

Soucieux de sensibiliser davantage le Conseil européen au rôle des régions dans « la nouvelle gouvernance économique », l'Assemblée des Régions d'Europe (ARE) a annoncé, lors de la réunion du Bureau le 9 février, la tenue d'un « sommet de la crise » pour la première ou troisième semaine de juin, à quelques jours du sommet européen des 28 et 29 juin. La date et le lieu exacts seront fixés en fonction des candidatures des régions assurant la présentation des bonnes pratiques en matière d'innovation, de recherche, d'économie verte et de création d'emplois.

Cet événement de deux jours devrait confirmer la relance de l'économie régionale comme le cheval de bataille du nouveau Secrétaire général de l'ARE, Pascal Goergen, en poste depuis début janvier. Se déclarant peu convaincu par les règles actuelles en matière de gouvernance économique, M. Goergen souhaite faire pression sur le Conseil européen en refusant que soit invoqué le prin-

cipe de subsidiarité quand il n'a pas lieu d'être : « *Il y a des exemples très concrets et récents de régions qui ont lancé des initiatives liées à l'emploi et à l'innovation, telles que la création d'incubateurs d'entreprise et de clusters (partage d'infrastructures e.a.)* ».

Le but du sommet de la crise est d'expliquer « comment la reprise économique passe par les Régions » et « pourquoi les citoyens sont directement concernés par une stratégie régionale de développement ».

Présente au Bureau, la présidente du Comité des Régions, Mercedes Bresso, a exprimé le souci que « *le Conseil européen doit être très clair [sur le fait que] la méthode communautaire ne puisse être abandonnée de façon permanente* ».

Sans susciter la surprise auprès des représentants régionaux, Richard Corbett, invité spécial de l'ARE, s'est surtout attaché à justifier le rôle devenu prépondérant du Conseil en matière de gouvernance économique. Mettant en avant les nouveaux outils institutionnels qui ont été créés depuis la prise de fonction du Président du Conseil euro-

péen, le conseiller d'Herman Van Rompuy a rappelé entre autre que le fonds de stabilité financière, l'Autorité bancaire européenne, le Semestre européen (cycle de coordination économique et budgétaire des 27 ministres des Finances), étaient des mesures nécessaires qui n'auraient « *pas pu être mises en place sans la majorité qualifiée inversée* ».

Nettement moins disert sur le rôle des régions dans la « nouvelle gouvernance », M. Corbett n'a pu que les encourager « *à se faire entendre* ».

A l'heure où certains estiment, à l'instar de Mme Bresso, que « *les propositions du Conseil européen sont univoques et mal perçues par la population* » et que « *l'abandon temporaire de la multi-gouvernance a abouti à la mise à l'écart du Parlement et à l'isolation de la Commission* », M. Goergen mise sur la tenue d'un « sommet de la crise » pour « *rendre la parole aux parlementaires européens et tirer les conclusions de ces échanges avec des politiciens régionaux* ».

L'appel à candidatures de toutes les régions est maintenant ouvert. ■